

PARTIE OFFICIELLE

- LOI -

Loi n° 49-2014 du 31 décembre 2014 autorisant la ratification de la convention sur la circulation et l'établissement des personnes et des biens entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : Est autorisée la ratification de la convention sur la circulation et l'établissement des personnes et des biens entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, signée à Kinshasa le 3 juin 2014, dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2014

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre des affaires étrangères
et de la coopération,

Basile IKOUEBE.

Le ministre de l'intérieur
et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Convention sur la circulation et l'établissement
des personnes et des biens

entre

le Gouvernement de la République du Congo

et

le Gouvernement de la République Démocratique du
Congo

Le Gouvernement de la République du Congo,

d'une part,

Et

Le Gouvernement de la République Démocratique du
Congo,

d'autre part,

Ci-après dénommés " *les Parties contractantes* "

Considérant la nécessité de consolider davantage leurs liens séculaires d'amitié et de bon voisinage ;
Déterminés à préserver la paix, la sécurité, la fraternité et le bien-être de leurs peuples respectifs ;
Désireux de fixer dans l'intérêt commun les règles de circulation et d'établissement des personnes et des biens entre les deux Etats sur la base de l'égalité, de la réciprocité et du respect mutuels ;
Reconnaissant le droit souverain de chaque Etat de protéger ses frontières et de veiller aux contrôles des flux migratoires sur son territoire ;
Mus par la volonté de lutter contre la criminalité transfrontalière ;

Ont convenu de ce qui suit :

I. DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

La présente Convention détermine les conditions d'entrée, de séjour, de sortie et/ou d'établissement des personnes et des biens sur les territoires des deux Parties.

Article 2

La présente Convention s'applique aux ressortissants des deux Etats.

II. CONDITIONS D'ENTREE, DE SEJOUR ET DE SORTIE ET/OU D'ETABLISSEMENT DES PERSONNES ET DES BIENS ENTRE LES DEUX ETATS.

Article 3

Aux termes de la présente Convention, les voyageurs se divisent en deux catégories :

- les voyageurs résidant dans les zones frontalières ;
- les voyageurs transnationaux.

Sont considérés comme voyageurs résidant dans les zones frontalières, les ressortissants qui résident dans la zone frontalière, à une profondeur de 50 kilomètres de chaque Etat ou dans les localités frontalières juxtaposées.

Sont considérés comme voyageurs transnationaux, toutes les personnes qui se déplacent au-delà de la zone frontalière dans le territoire de l'autre Partie à la présente Convention.

Article 4

Pour entrer dans le territoire de l'autre Etat, les voyageurs vivant dans les zones frontalières doivent produire le passeport ou la carte nationale d'identité

assorti d'un laissez-passer individuel dont la durée de séjour ne peut excéder 72 heures.

Article 5

Pour entrer dans le territoire de l'autre Partie, les voyageurs transnationaux doivent produire un passeport en cours de validité avec un visa d'entrée.

Article 6

La traversée de la frontière se fera aux points d'entrée officiels et aux heures fixées conjointement par les autorités compétentes.

Article 7

Les voyageurs en mission officielle dans l'un des Etats, détenteurs de passeports diplomatique ou de service, bénéficient d'un visa gratuit.

Article 8

Les ressortissants des deux Etats en transit sur le territoire de l'une ou l'autre Partie bénéficient d'un visa de transit gratuit pour l'aller et pour le retour sur présentation d'un titre de voyage et d'un visa d'entrée du pays de destination.

Article 9

Les ressortissants d'un Etat désireux de s'établir dans le territoire de l'autre Etat devront se conformer à la législation en vigueur dans cet Etat.

Article 10

Chaque Partie se réserve le droit de prendre des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, à la protection de la santé publique et de la sécurité publique, par la reconduite à la frontière du ou des ressortissants de l'autre Partie contractante dont le comportement porte atteinte à ses intérêts vitaux.

Article 11

Lorsque l'une des Parties contractantes se propose de procéder à la reconduite à la frontière de plusieurs ressortissants de l'autre Partie dont les activités ou la présence menacent l'ordre public ou la sécurité publique, elle en avise préalablement l'autre Partie par voie diplomatique. La Partie qui procède à la reconduite doit prendre toutes les mesures appropriées pour sauvegarder les biens, les intérêts et l'intégrité physique des personnes reconduites, dans le respect des conventions internationales.

Article 12

La circulation des biens est soumise au régime défini par l'Accord relatif au commerce frontalier et à la coopération douanière.

III. DISPOSITIONS FINALES

Article 13

Dans le cadre de la Commission Spéciale Défense et Sécurité, les deux Parties procèdent à l'évaluation périodique de la présente Convention.

Article 14

Tout différend qui pourrait survenir de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sera résolu par le biais des négociations entre les Parties contractantes.

Article 15

La présente Convention peut être révisée, amendée ou modifiée sur proposition de l'une des Parties contractantes.

Article 16

La présente Convention entrera en vigueur à la date de la dernière notification de sa ratification par les deux gouvernements conformément aux dispositions constitutionnelles de chaque Etat.

Elle est conclue pour une durée de 5 ans renouvelable par tacite reconduction pour une période d'égale durée, à moins qu'elle ne soit dénoncée par l'une des Parties contractantes, par préavis écrit d'au moins six (06) mois, notifiant à l'autre Partie contractante son intention d'y mettre fin.

Fait à Kinshasa, le 03 juin 2014

Pour le Gouvernement de la République du Congo :

Le ministre de l'intérieur
et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Pour le Gouvernement de la République
Démocratique du Congo :

Le ministre de l'intérieur, sécurité,
décentralisation et affaires coutumières,

Richard MUYEJ MANGEZE MANS

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTES GENERAUX -

**MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION
CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE**

Décret n° 2015-222 du 23 janvier 2015
portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la commission de suivi des situations liées aux véhicules automobiles importés déclarés volés